



### 3 réponses à l'amour de Macron pour le nucléaire

1 ) Communiqué de presse  
8 décembre 2020

[www.sortirdunucleaire.org/En-visite-au-Creusot-Emmanuel-Macron-compte-t-il](http://www.sortirdunucleaire.org/En-visite-au-Creusot-Emmanuel-Macron-compte-t-il)

#### **En visite au Creusot, Emmanuel Macron compte-t-il enfoncer encore plus la France dans l'impasse nucléaire civile et militaire ?**

Ce mardi 8 décembre, Emmanuel Macron est attendu à l'usine Framatome du Creusot pour y effectuer des annonces concernant la filière nucléaire. Un nouveau plaidoyer en perspective pour cette technologie dépassée aux impacts mortifères ?

#### **Le Creusot, lieu emblématique des scandales et défaillances de l'industrie nucléaire**

Ce déplacement à l'usine Framatome du Creusot est révélatrice du soutien inconditionnel de nos gouvernants à l'industrie nucléaire. Cette usine a été le théâtre d'un scandale colossal dévoilé en 2016, avec la perpétuation pendant des années de mauvaises pratiques et la falsification de dossiers de fabrication de pièces pour couvrir des malfaçons [1]. Nous avons déposé plainte à ce sujet en 2016 et l'Autorité de sûreté nucléaire avait également saisi la justice. Une instruction est en cours.

Emmanuel Macron veut-il faire croire que les phénomènes de fraude et de perte de compétences au sein de l'industrie nucléaire française appartiennent au passé ? Une telle mise en scène ne doit tromper personne. Les problèmes qui affectent la filière n'ont pas disparu comme par magie avec quelques audits et belles déclarations. Comme en atteste un rapport de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, certaines mauvaises pratiques perdurent au Creusot [2]. En outre, des anomalies ont encore été découvertes récemment sur des pièces provenant d'usines de Framatome [3].

#### **Quand la défense vient au service d'une industrie mal en point**

Selon plusieurs sources, cette visite est destinée à annoncer la construction d'un nouveau porte-avion à propulsion nucléaire. La défense viendra donc, aux frais des contribuables, au secours d'une industrie en perte de vitesse et au carnet de commande dégarni. Alors qu'un million de personnes a basculé dans la pauvreté avec la crise sanitaire, n'y avait-il pas une meilleure utilisation des deniers publics à faire ?

S'il est construit, ce porte-avion représentera deux réacteurs nucléaires de plus en circulation, avec leur lot de déchets ingérables, de risque d'accident et de risques pour le personnel. Il pourra emporter à son bord des missiles nucléaires et servir de plate-forme pour les Rafales pour effectuer une "frappe d'avertissement", avec une arme nucléaire de 20 fois

la puissance de la bombe larguée sur Hiroshima ! Alors que le Traité d'interdiction des armes nucléaires devrait entrer en vigueur d'ici trois mois, notre pays devrait avoir d'autres priorités que d'assurer le transport d'engins de mort.

#### **Et une déclaration d'amour de plus pour le nucléaire ?**

"Moi, j'ai besoin du nucléaire", a déclaré Emmanuel Macron dans son interview récemment accordée à Brut., parsemant son plaidoyer de mensonges éhontés sur le nucléaire "bon pour le climat" ou l'Allemagne qui aurait remplacé l'atome par le charbon [4]. Les déboires de l'EPR de Flamanville le montrent pourtant : trop lent, trop cher, trop dangereux et lui-même vulnérable aux agressions climatiques, le nucléaire est hors jeu pour faire face à l'urgence climatique.

Aveugle au fiasco du chantier de l'EPR (auquel il faut maintenant ajouter les failles de sécurité dévoilées par Greenpeace France), le gouvernement travaille avec EDF à différents scénarios pour la construction de six nouveaux réacteurs dans les années à venir. Faut-il encore s'attendre à de nouvelles déclarations lors de sa visite au Creusot ? Nous dénonçons fermement cette tentative de préparer l'opinion publique à la construction soit-disant "inélucltable" de nouvelles installations, et le soutien répété du gouvernement à la filière depuis plusieurs mois.

Contacts presse : Martial Chateau - 06 45 30 74 66 ou Charlotte Mijeon 06 64 66 01 23

Notes : [1] Voir ce dossier . À la fin 2018, outre la cuve de l'EPR, pas moins de 3861 "écarts", dont 2982 constats d'anomalie, avaient été recensés sur des pièces équipant le parc nucléaire français et provenant de l'usine du Creusot.

[2] Dans un rapport récent, l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire étudie les changements organisationnels mis en place par Framatome suite au scandale dévoilé en 2016. Malgré des tournures très euphémisantes et une appréciation positive de la plupart des évolutions mises en place, il en ressort qu'il serait bien présomptueux de prétendre que la page est définitivement tournée. Le rapport mentionne la "récurrence d'écarts" ainsi que la persistance de certaines mauvaises pratiques. En cas de découverte d'"écarts", l'usine peut ainsi "décider de prendre le risque industriel de poursuivre la fabrication d'une pièce. Dans ce cas, le client est préalablement prévenu et [Framatome] prend la responsabilité d'assumer les coûts si le traitement de l'écart proposé n'est pas adéquat". Malgré la faillite d'un système de contrôle basé sur le postulat de la bonne foi de l'exploitant, on continue de supposer qu'il déclarera de lui-même les problèmes et en informera ses clients !

[3] <https://www.sortirdunucleaire.org/France-Anomalie-generique-Les-soudures-mal-faites-sur-plus-d-une-vingtaine-de-generateurs-de-vapeur-Framatome>.

[4] Les données officielles démontrent pourtant que ce sont les énergies renouvelables qui ont pris le relai du nucléaire, comme le prouvent ces graphiques éloquentes du Fraunhofer Institut ou du World Nuclear Report 2019

## Communiqué d'ARRÊT DU NUCLEAIRE SUITE A LA VISITE DU PRESIDENT MACRON ET DE SA MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE AU CREUSOT LE 8 DECEMBRE 2020

Mardi 8 décembre, le Président et chef de guerre Macron était au Creusot, pour soutenir l'industrie nucléaire militaro-civile. Et pour lui, peu importe le prix à payer, les graves menaces et les dégâts pour la population mais aussi pour les nombreux salariés qui en assurent le fonctionnement, tout particulièrement lorsqu'ils sont sous-traitants ! Macron a besoin du nucléaire !

Cette visite au Creusot n'est qu'une nouvelle manifestation ostentatoire de soutien du représentant de l'état nucléariste français à cette industrie de destructions massives.

Ce n'est pas un hasard si elle intervient à un moment décisif pour la survie de cette industrie, dont les « fleurons » EDF et Orano sont en quasi-faillite, dont la restructuration n'est qu'une énième manœuvre de sauvetage à l'aide de subventions publiques massives, ce que la Commission Européenne a bien remarqué et ne peut accepter.

Avec les annonces du Président en visite à l'usine Framatome du Creusot, désormais filiale d'EDF suite à la faillite d'Areva, il devient clair qu'EDF est un fabricant de matériel militaire.

Est-ce bien la vocation d'une entreprise dont les dirigeants et les syndicats de salariés prétendent qu'elle assure un service public ? La Commission Européenne va-t-elle accepter un plan de sauvetage d'un industriel de l'armement dans le cadre du plan de relance ?

La ministre de la « transition écologique », qui a publiquement rappelé son opposition au nucléaire lors de sa prise de fonction<sup>(1)</sup> et qui accompagnait le chef de guerre Macron au Creusot, va-t-elle rester muette dans un ministère de « l'écologie guerrière » au service de la bombe ?

La ministre connaît très bien les méfaits de cette industrie militaro-civile dont Mr Macron prétend avoir besoin. Faut-il lui rappeler qu'après avoir tué des centaines de milliers de civils et entraîné des milliers de cancers et maladies graves, à Hiroshima et Nagasaki, cette industrie a rendu inhabitables les territoires contaminés par les essais nucléaires et par des catastrophes à répétition (Kychtym en URSS, Tchernobyl en Ukraine, Fukushima au Japon) ?

Faut-il lui rappeler aussi qu'elle a pour conséquences des maladies radio-induites et des décès prématurés qui se chiffrent en dizaines de millions, sans parler des altérations génétiques ayant des effets à très long terme<sup>(2)</sup> ?

Faut-il lui rappeler enfin que cette industrie de corruption à grande échelle (affaire Uramin par exemple) et de mensonges à répétition, dont le dernier en date est celui du nucléaire qui ne réchaufferait pas la planète<sup>(3)</sup>, ne perdure qu'avec l'appui de pratiques politiques anti-démocratiques,

Il est grand temps d'arrêter de produire et disséminer dans l'environnement de la radioactivité destructrice des organismes vivants, d'arrêter de produire des déchets radioactifs extrêmement dangereux qu'il va falloir surveiller pendant des milliers d'années, d'arrêter de détruire l'économie du pays par des subventions massives à une industrie de guerre.

Cette industrie est inacceptable et des dirigeants politiques soucieux de l'intérêt général devraient tout faire pour l'arrêter.

(1) Interrogée sur ses positions antinucléaires, la ministre a souligné qu'elle n'avait "pas changé d'opinion sur le sujet" et a vivement critiqué l'EPR de Flamanville (Manche) qu'elle a qualifié de "gabegie" <https://www.ouest-france.fr/environnement/nucleaire/nucleaire-ou-renouvelable-pour-barbara-pompili-la-france-devra-choisir-apres-2035-6915983>

(2) Des études indépendantes de l'industrie nucléaire estiment ses dégâts sanitaires, jusqu'en 1989, à une soixantaine de millions de morts prématurées et à plus de cent vingt millions de cancers radio-induits, sans parler des autres maladies. Lire à ce sujet l'article en ligne d'Actu Environnement : « Lacunes persistantes du régime de radioprotection mondial » du 25 avril 2012.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/lacune-radioprotection-mondial-radioactivite-cipr-ceri-15540.php4>

(3) Le Jury de Déontologie Publicitaire s'est prononcé le 4 mai 2020 et a donné raison à deux particuliers et au Réseau Sortir du Nucléaire qui l'avaient saisi contre une publicité mensongère d'Orano <https://www.can-ouest.org/orano-publicites-mensongeres/>

Pour en savoir plus : <http://collectif-adn.fr/entree.html> Cordialement rançois VALLET

3) **Source : Reporterre (10/12/2020)**  
**<https://reporterre.net/Le-nucleaire-conduit-la-France-dans-une-impasse>**  
**Le nucléaire conduit la France dans une impasse**

**Corinne Lepage** : Les dirigeants français, comme récemment Emmanuel Macron, vantent l'excellence de la filière nucléaire nationale et son caractère indispensable à notre pays. Sauf que cette rengaine n'a plus lieu d'être, pour l'auteurice de cette tribune, qui explique en quoi le nucléaire, aujourd'hui, empêche la France de mener une politique énergétique ambitieuse.

Corinne Lepage est présidente de Cap21/Le Rassemblement citoyen ancienne ministre de l'Environnement et avocate.

Le président de la République a très récemment affirmé qu'il avait besoin du nucléaire. C'est possible mais la France, elle, doit faire en sorte de ne plus en avoir besoin, et ce pour une série de raisons, qui sont d'abord d'ordre financier et économique.

Tout d'abord, un paradoxe : plus la facture est élevée, plus le retard de Flamanville [EDF y construit un réacteur nucléaire de type EPR, dont la facture explose à mesure que s'accumulent les difficultés du chantier]- s'allonge, plus les recommandations de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) deviennent sévères et plus le lobby nucléaire s'active, non pas pour répondre aux critiques qui sont faites, mais pour vanter un projet devenu totalement virtuel et irréaliste : celui d'une France championne du monde du nucléaire, championne du monde de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, indépendante énergétiquement et dotée de l'énergie la moins chère du monde ; et, enfin, il n'y a aucun problème de sécurité et de sûreté. Tout est faux.

Nous avons été mais nous ne sommes plus depuis longtemps des champions du monde et, on peut le regretter, nous avons perdu notre savoir-faire, d'où la catastrophe financière et technologique de la filière nucléaire, vitrine d'une perte de compétences françaises ;

Nous ne sommes pas le champion du monde de la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Conseil d'État a rappelé, dans un arrêt qualifié de « tsunami juridique », le fait que nous n'étions pas dans les clous pour la période 2015-2020 et que l'État avait trois mois pour justifier qu'il l'était pour la période postérieure. La vérité est que nous faisons du surplace et que notre folie hexagonale à maintenir un nucléaire à très haut niveau a pour conséquence inévitable de nous condamner à ne pas pouvoir respecter nos engagements climatiques. On reviendra sur ce point ci-dessous ; le nucléaire ne signifie pas l'indépendance nationale. Du reste, l'Allemagne ne compte pas le nucléaire au rang des énergies « indépendantes ». Aller chercher l'uranium au Niger ou au Mali n'est pas sans conséquence ; seuls, le vent, le soleil et l'eau, y compris

de mer, nous donnent l'indépendance énergétique ; L'énergie la moins chère du monde parce que payée au départ par le contribuable devient la plus chère du monde. Non seulement les coûts initiaux du nucléaire n'intègrent pas la totalité du cycle, qui selon la Cour des Comptes donnerait un coût de l'ordre de six centimes du kilowatt-heure, mais aussi, les coûts du nouveau nucléaire, qu'il s'agisse du nucléaire ancien après l'opération de « grand carénage » ou du nucléaire EPR, sont près de 0,10 € du kilowatt-heure pour le premier et de l'ordre de 0,12 € pour le second. Dans le même temps, le coût du solaire a baissé de 75 % et continue à baisser, pour arriver, dans les pays très ensoleillés, à un ou deux centimes du kilowatt-heure et, dans nos contrées, à cinq centimes. Idem pour l'éolien terrestre, l'éolien marin restant beaucoup plus cher. La massification des renouvelables grâce à l'autoconsommation collective, à l'utilisation de tous les toits agricoles et des grandes surfaces, à l'utilisation de la biomasse présente le triple avantage d'assurer le développement des territoires, de leur garantir des revenus et d'abaisser considérablement les coûts. Mais, la décentralisation énergétique est incompatible avec 56 réacteurs nucléaires pour toute la France, qui assurent une totale centralisation ; Enfin, la sécurité et la sûreté deviennent un réel problème, que le dérèglement climatique accroît. En effet, la pénurie d'eau contraint à réduire voire à arrêter le fonctionnement des centrales, comme celle de Chooz, entre autres, cet été. Le plus grave est sans doute la mise à l'arrêt d'un certain nombre d'installations pour des raisons de sûreté à la demande de l'ASN et pas seulement pour assurer les opérations d'entretien indispensables qui n'auraient pas pu être mis en œuvre pendant le confinement. Ainsi, la récente communication de l'ASN devrait faire réfléchir nos décideurs. Elle affirmait que la prolongation au-delà de 40 ans des centrales nucléaires n'allait pas d'elle-même et qu'un examen approfondi nécessitant des investissements considérables serait indispensable. Est-il vraiment raisonnable d'investir entre 50 milliards et 100 milliards d'euros pour mettre à niveau notre parc de 56 réacteurs plutôt que d'investir cette somme, ou une partie d'entre elle, pour accélérer la massification du développement du renouvelable et investir dans la sobriété énergétique ?

Des objectifs climatiques contrecarrés par le nucléaire

En réalité, les choix actuels vont se révéler totalement contre-productifs, et ce dans tous les domaines :

La sécurité d'approvisionnement énergétique grâce au nucléaire est remise en cause du fait de la non-disponibilité de nos centrales (près de la moitié du parc a été arrêté cet été), non-disponibilité qui va s'accroître en raison de la chaleur croissante et des coûts immenses de mise à niveau. Comme dans le même temps l'État a tout fait pour bloquer le développement du renouvelable (par des mesures régle-

mentaires, par des coûts astronomiques, par des problèmes de raccordement, etc.), rien n'est prêt pour monter en puissance et contrebalancer la baisse inéluctable du nucléaire. Ce n'est pas seulement dû aux engagements du président Macron de réduire la part du nucléaire pour l'année 2035, année dont nous savons d'ores et déjà qu'elle ne verra plus sa présidence. C'est contre-productif ;

Une énergie relativement bon marché pour doper l'économie française est désormais hors de portée. Certes, l'efficacité et la sobriété énergétique conduisent à avoir des prix relativement élevés de l'énergie mais, le coût de revient et le prix de vente sont des notions différentes et les efforts développés pour rendre les énergies renouvelables difficiles d'accès et les plus chères possibles nous pénalisent doublement. Les investissements massifs qu'EDF doit faire et dont il ne dispose pas oblige à des acrobaties juridico-financières compte tenu des règles européennes et fait reposer sur le contribuable, en définitive, le coût non seulement de la mise à niveau indispensable depuis Fukushima (soit dix ans de retard) mais aussi du financement de nouveaux réacteurs vers lesquelles la folie nucléocratique semble vouloir nous orienter. Rappelons simplement que le coût de Flamanville serait désormais compris entre 16 et 19 milliards d'euros ! Soit la facture énergétique la plus chère du monde ;

Un retard industriel et territorial incontestable dans les énergies renouvelables. Nous n'avons pas de filière d'énergie renouvelable puissante comme l'ont nos voisins allemands ou espagnols ou encore norvégiens. D'autre part, nous sommes très en retard, de telle sorte que les économies d'échelle sont difficiles à réaliser et que les territoires n'ont pas pu tirer jusqu'à présent tous les avantages qu'ils auraient pu tirer du développement économique énergétique. Ainsi, alors que nos voisins commencent à dépasser le stade de 50 % d'énergies renouvelables dans leur électricité (comme l'Allemagne, qui a réduit la part du charbon et du lignite à 25 % — une division par deux), nous n'avons même pas atteint les 20 %, soit trois points de moins que nos engagements communautaires pour 2020 et sommes pour le moment totalement hors course pour 2030. Ainsi, nous avons perdu sur les plans économique, industriel et financier ;

L'impossibilité d'atteindre nos objectifs de réduction des émissions des effets de serre est largement due au nucléaire. En effet, si le bilan de départ français était effectivement bon et meilleur que celui de nos voisins, notre addiction à l'énergie nucléaire et les coûts pharaoniques qu'elle génère ont non seulement interdit le développement du renouvelable, dont le bilan énergétique est bien meilleur, mais, surtout, elle a privé de financement la politique de sobriété et d'efficacité énergétique. De plus, la fragilité actuelle du système nucléaire impose, lors des pics de consommation, d'utiliser des sources très carbonées et d'importer alors même que le choix du chauffage électrique fait que la France est à l'origine de 50 % des pics de consommation européens lors-

qu'il fait froid ;

Des difficultés communautaires inévitables, en particulier avec l'Allemagne. La France se bat pour que le nucléaire bénéficie des avantages financiers du renouvelable, ce qui est évidemment inconcevable et refusé par nos voisins. Mais, pour défendre le nucléaire, nous sommes dans l'obligation d'abandonner la défense d'autres d'intérêts qui seraient beaucoup plus fondamentaux pour l'avenir. De plus, la politique en ciseaux [1], qui nous écarte de plus en plus de l'Allemagne, est lourde de conséquences. Certes, on peut continuer à essayer de faire croire à nos concitoyens que les choix allemands sont stupides et que l'abandon du nucléaire outre-Rhin a favorisé le charbon. Les toutes prochaines années démontreront que, non seulement, l'Allemagne s'est dotée d'une industrie du renouvelable efficace, qu'elle dépasse largement ses objectifs en matière d'énergies renouvelables mais que le programme d'abandon du charbon est une réalité, le débat portant actuellement sur la rapidité de cet abandon. L'isolement de la France en Europe occidentale va peser sur la politique énergétique de l'Union européenne parce que tous nos voisins ont abandonné l'énergie nucléaire et que le Brexit ajoute des difficultés aux conséquences notamment financières d'Hinckley Point [où EDF construit deux EPR]).

En définitive, non seulement les prétendus avantages du nucléaire n'existent pas mais, surtout, les objectifs qui sont les nôtres dans le cadre de notre besoin de développement économique compatible avec l'épuisement des ressources et la priorité à la lutte contre le dérèglement climatique sont contrecarrés par le nucléaire.

Jusqu'où ira l'aveuglement des décideurs actuels qui ne tiennent que par les politiques de désinformation qu'ils utilisent !

[1] L'Allemagne sortira du nucléaire en 2022 et dépasse d'ores et déjà les 50 % d'électricité d'origine renouvelable dans son mix électrique ; la France a choisi de rester plus longtemps dans le nucléaire (2035 au lieu de 2025) et, avec l'EPR, de continuer tout le XXI<sup>e</sup> siècle. Dans le même temps, le renouvelable ne progresse pas.